

NOTE D'ANALYSE ÉCONOMIQUE**Portrait de l'industrie manufacturière française en 2025****En bref**

L'année 2025 apparaît globalement favorable pour l'industrie manufacturière française. Après une année de stabilité en 2024, la production manufacturière repart à la hausse (+1,2 % en volume), portée principalement par les matériels de transport (+10,6 %). La valeur ajoutée du secteur fait également preuve d'une résilience remarquable, au point que les révisions opérées par l'Insee ont contribué à [relever la croissance du PIB des années 2023 et 2024](#). Cette amélioration agrégée ne doit toutefois pas masquer une forte hétérogénéité sectorielle. L'industrie française évolue aujourd'hui à deux vitesses. D'un côté, les activités les plus énérgo-intensives (chimie, métallurgie, plasturgie, caoutchouc, matériaux de construction, papeterie ou verrerie) demeurent fragilisées par la hausse des coûts de production, une demande insuffisamment dynamique et une concurrence internationale accrue. De l'autre, plusieurs filières bénéficient d'un environnement particulièrement porteur, notamment l'aéronautique, le naval, le spatial, le ferroviaire, le nucléaire et la défense, soutenus par des carnets de commandes élevés et des perspectives de marché favorables.

Le diagnostic d'ensemble peut ainsi être résumé simplement : la désindustrialisation semble avoir été enrayée, sans que les conditions d'une véritable réindustrialisation ne soient réunies. Cette appréciation repose sur plusieurs constats convergents. D'abord, le poids de l'industrie manufacturière dans l'économie demeure stable depuis plus d'une décennie, autour de 10 % du PIB. Du côté de l'emploi industriel, après plusieurs années de progression continue depuis fin 2016, il s'établit désormais en recul avec pour contrepartie une restauration des gains de productivité. L'investissement progresse toujours, bien qu'en net ralentissement depuis 2024. Enfin, le déficit commercial s'est réduit au cours de l'année écoulée, même si cette amélioration tient davantage à la baisse de la facture énergétique qu'à un regain général de compétitivité industrielle.

Chiffres-clés 2025

Indicateur	France, 2025
Production manufacturière	815 Md€
Valeur ajoutée manufacturière	300 Md€
Poids de l'industrie manufacturière dans le PIB	10 %
Emploi salarié manufacturier	2 838 000
Investissement (FBCF)	65 Md€
Solde commercial en biens (Douanes, FAB-FAB)	-69 Md€

Sources : Insee, Douanes, calculs Rexecode

1. Activité

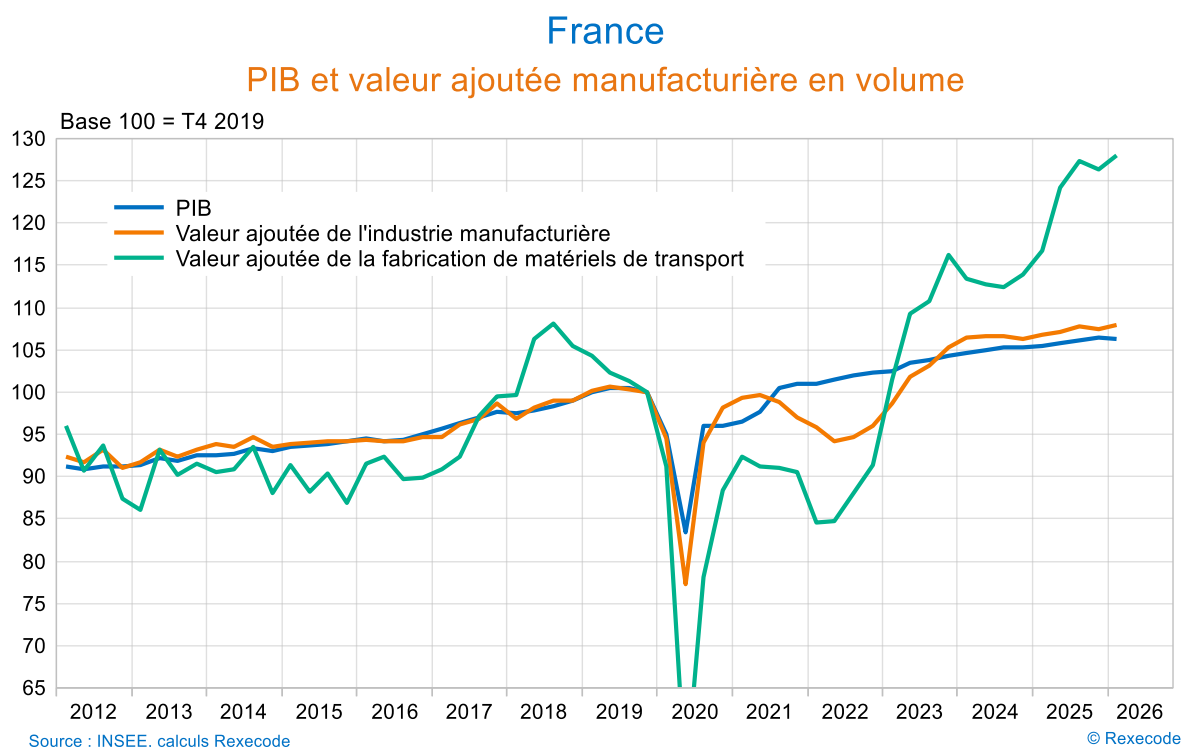
Depuis 2019, la valeur ajoutée manufacturière en volume a progressé de 8 %, soit davantage que le PIB (+6,3 %). Cette performance relative marque une rupture avec les décennies précédentes, au cours desquelles l'industrie perdait régulièrement du terrain dans l'économie française.

Derrière cette évolution favorable se cache toutefois une forte hétérogénéité sectorielle.

D'un côté, plusieurs filières connaissent une dynamique particulièrement robuste. L'aéronautique, le spatial, le naval, le ferroviaire, le nucléaire ou encore la défense bénéficient de carnets de commandes élevés, d'une demande mondiale soutenue et, dans certains cas, de la montée des dépenses militaires. Les matériels de transport affichent ainsi une progression de près de 30 % de leur valeur ajoutée depuis 2019.

À l'inverse, les industries les plus exposées aux coûts de l'énergie et à la concurrence internationale restent sous pression. Chimie, métallurgie, plasturgie, caoutchouc, verrerie, papeterie ou matériaux de construction ont été durablement affectés par le choc énergétique consécutif à la guerre en Ukraine, la hausse des coûts des intrants et l'intensification de la concurrence, notamment chinoise. Dans plusieurs de ces secteurs, les niveaux de production demeurent inférieurs à ceux d'avant-crise.

Cette polarisation se retrouve dans la géographie industrielle. En 2025, seules l'Occitanie, portée par les activités aéronautiques et spatiales, et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, grâce aux investissements liés à la transformation énergétique du site de Fos-sur-Mer, enregistrent un solde net positif d'implantations industrielles



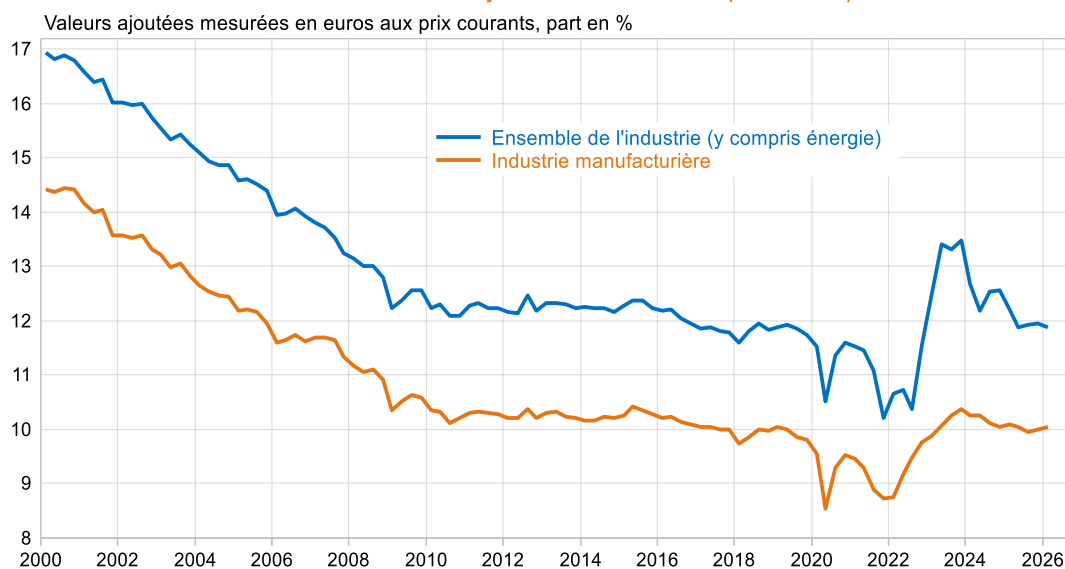
La conséquence de ces évolutions est une stabilisation du poids de l'industrie manufacturière dans l'économie française. Selon les comptes nationaux actuels de l'Insee, la part de la valeur ajoutée manufacturière représente environ 10 % du PIB en 2025, soit un niveau proche de celui observé

depuis le début des années 2010. Cette stabilité tranche avec la trajectoire des décennies précédentes : la part de l'industrie manufacturière est passée d'environ 22 % du PIB en 1970 à 14,5 % en 2000, puis à près de 10 % au milieu des années 2010.

Le mouvement historique de désindustrialisation semble donc avoir été interrompu. Pour autant, parler de réindustrialisation serait erroné. Une véritable réindustrialisation supposerait une remontée durable du poids de l'industrie dans la richesse nationale, ce qui n'est pas observé.

France

Poids de la valeur ajoutée de l'industrie (% du PIB)

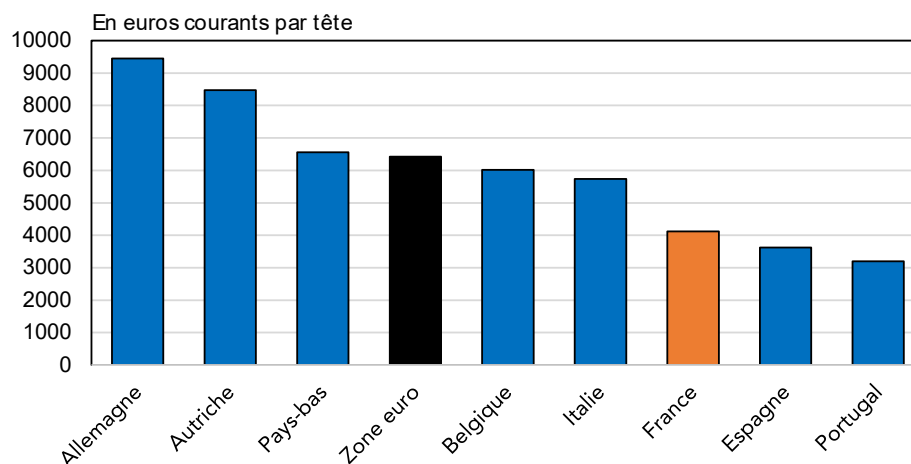


Source : Insee, Rexecode

Malgré la résilience affichée ces dernières années, l'économie française demeure profondément marquée par l'héritage de la désindustrialisation. Cet héritage apparaît clairement lorsqu'on rapporte la production industrielle à la population. Le PIB industriel par habitant atteint à peine plus de 4 000 euros en France, contre un peu plus de 6 000 euros en moyenne dans la zone euro et près de 9 500 euros en Allemagne. Autrement dit, si l'industrie française a cessé de perdre du terrain dans l'économie nationale, son empreinte productive demeure sensiblement plus faible que celle de ses principaux partenaires européens.

Europe

PIB industriel par habitant en 2025



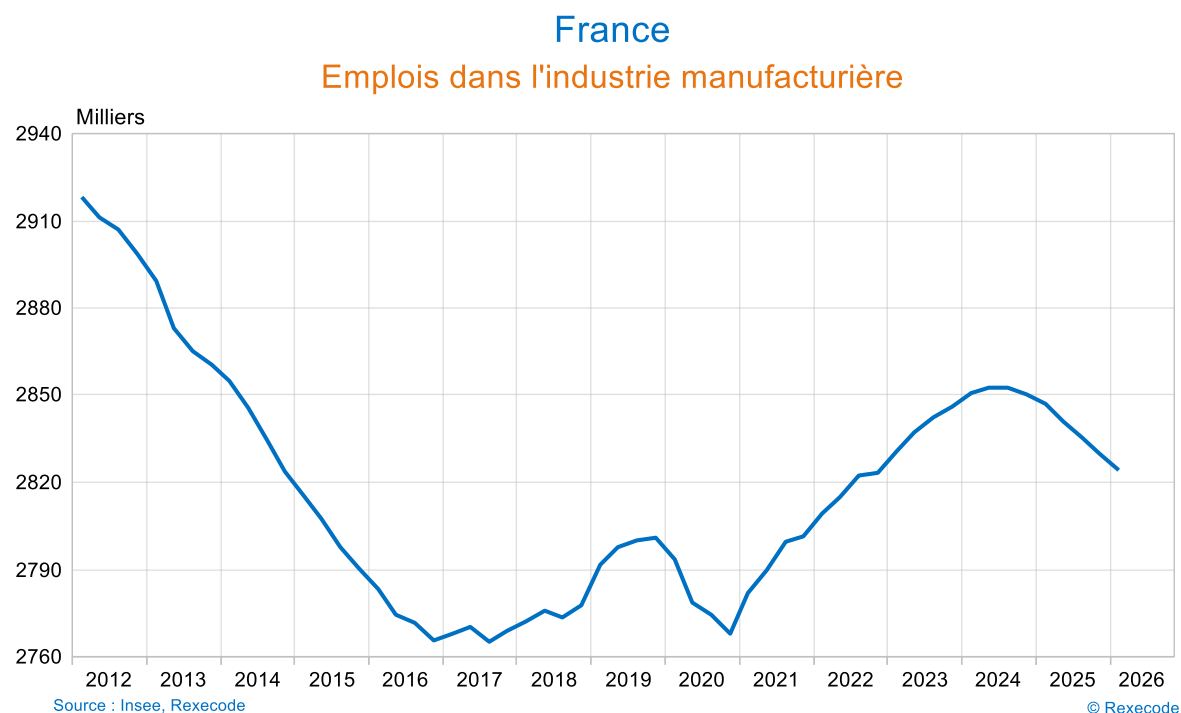
Sources : Eurostat, calculs Rexecode

2. Emploi

L'emploi salarié manufacturier s'établit à 2 838 000 salariés en 2025, soit une baisse de 13 000 emplois par rapport à 2024. Ce recul met fin à une séquence marquante au regard de l'histoire récente. Entre 2016 et 2024, l'industrie manufacturière avait créé près de 80 000 emplois salariés nets, phénomène inédit depuis les années 1970. Cette amélioration a coïncidé avec le tournant de la politique de l'offre et l'amélioration progressive de l'environnement compétitif des entreprises.

En dépit de cette inflexion, il convient de ne pas surinterpréter le mouvement observé en 2025. L'emploi constitue généralement une variable retardée du cycle industriel. Les entreprises ajustent leurs effectifs après avoir constaté l'évolution de leur activité et de leurs carnets de commandes. Or, dans les années qui ont suivi la crise sanitaire, de nombreux industriels ont recruté de manière particulièrement soutenue, parfois plus rapidement que ne progressait leur production, afin de faire face aux tensions de recrutement et d'anticiper une reprise plus vigoureuse. Dans plusieurs secteurs, la déception de la demande a conduit les entreprises à procéder à des ajustements d'effectifs destinés à restaurer leur productivité et leur compétitivité. Dans ce contexte, la légère contraction de l'emploi observée en 2025 apparaît davantage comme un mouvement de normalisation que comme le signal d'un retournement industriel.

L'évolution de l'activité demeure à cet égard le principal indicateur à surveiller. Or celle-ci continue, dans l'ensemble, de résister.



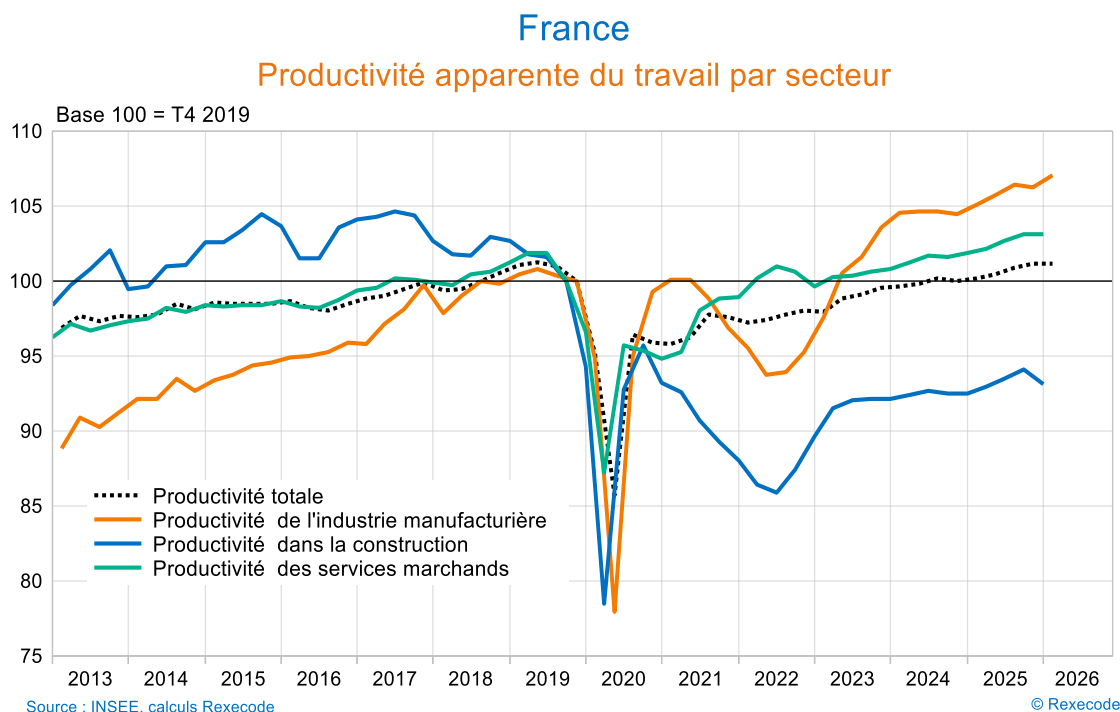
3. Productivité

La combinaison d'une activité relativement solide et d'un léger repli des effectifs s'est traduite par une accélération des gains de productivité.

La productivité apparente du travail dans l'industrie manufacturière (mesurée par la valeur ajoutée produite par salarié) progresse de 1,3 % en 2025, après une hausse déjà élevée de 3,7 % en 2024.

Cette évolution constitue un élément important du diagnostic industriel. Les gains de productivité demeurent le principal déterminant de la compétitivité à long terme, de la progression des salaires réels et de la capacité d'investissement des entreprises.

Comme c'est historiquement le cas, l'industrie manufacturière reste le principal contributeur aux gains de productivité de l'économie française. Le redressement observé depuis deux ans suggère que les ajustements engagés après les recrutements massifs de la période post-Covid commencent à produire leurs effets.



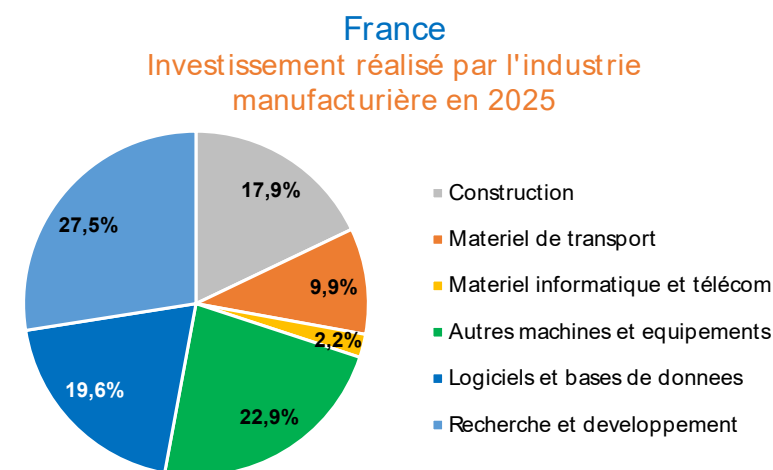
4. Investissement

L'industrie manufacturière a réalisé 65 Md€ d'investissement (formation brute de capital fixe) en 2025 d'après nos estimations, l'Insee ne fournissant les données d'investissement par branche que pour l'année 2024 dans les comptes annuels 2025.

La structure de ces dépenses illustre les transformations en cours du tissu industriel français.

Près de 23 % des investissements sont consacrés aux machines et équipements productifs, tandis que 18 % concernent la construction de bâtiments industriels. Les dépenses immatérielles occupent une place croissante : les logiciels et bases de données représentent près de 20 % de l'investissement total, reflet de la poursuite des efforts de digitalisation des processus industriels.

La recherche et développement concentre à elle seule 27,5 % des investissements. Aucun autre grand secteur de l'économie ne consacre une part aussi importante de ses dépenses d'investissement à l'innovation. Cette caractéristique demeure l'un des principaux atouts de l'industrie manufacturière française et traduit un positionnement relativement favorable sur les segments à forte valeur ajoutée.

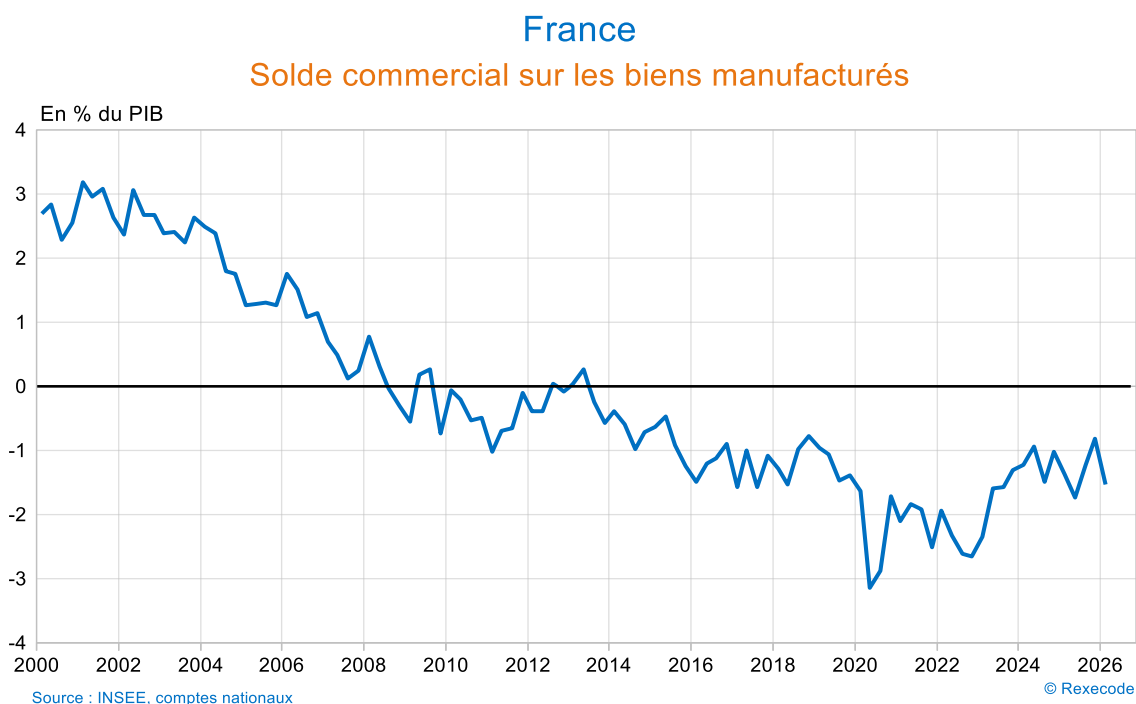


Sources : OCDE, Insee calculs Rexecode

5. Commerce extérieur

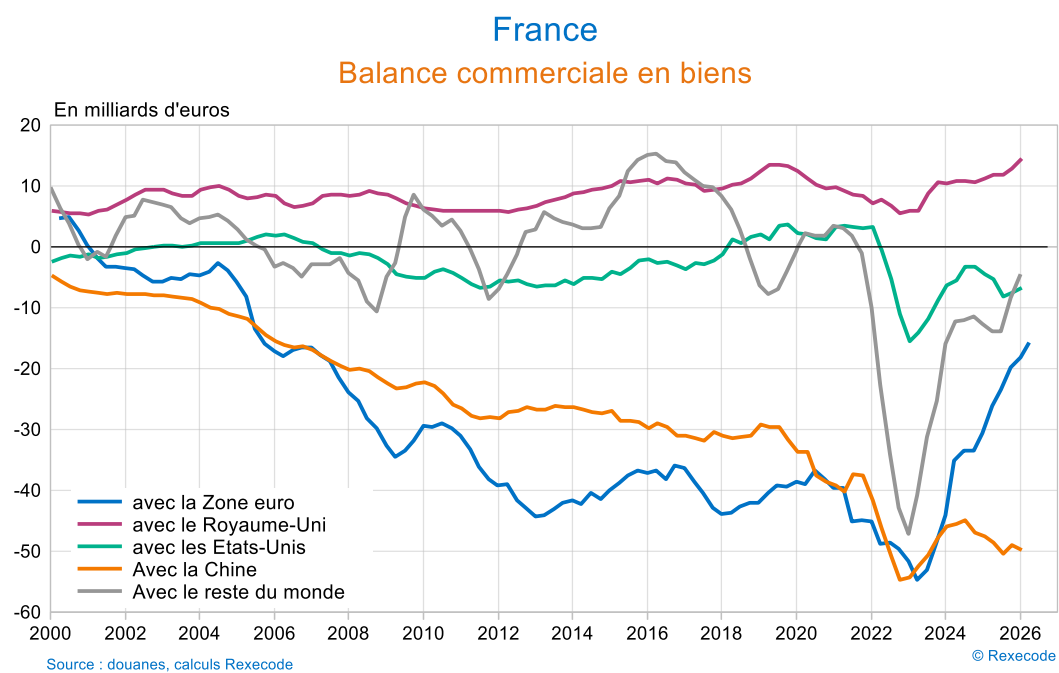
Le déficit commercial de la France sur les biens s'établit à -69,2 Md€ en 2025 (concept douanier FAB-FAB), en amélioration d'environ 10 Md€ par rapport à 2024 (-81 Md€), mais toujours nettement plus dégradé qu'en 2019 (-58,9 Md€). Les exportations rebondissent en 2025 (+2,5 %, à 614,7 Md€), tirées par l'aéronautique ; les importations progressent plus modestement (+0,7 %), portées par les produits manufacturés tandis que la facture énergétique recule.

Par ailleurs, les comparaisons en valeur peuvent être trompeuses dans un contexte où les prix ont fortement augmenté depuis la crise sanitaire. Rapporté au PIB, le déficit des biens manufacturés demeure proche de son niveau d'avant-Covid, autour de 1,5 point de PIB.



L'évolution la plus marquante du commerce extérieur français concerne la recomposition de ses déficits bilatéraux. Alors qu'en 2019 le principal déficit commercial de la France sur les biens était enregistré vis-à-vis de ses partenaires de la zone euro, à hauteur d'environ 40 milliards d'euros, celui-ci s'est nettement réduit pour revenir autour de 20 milliards d'euros en 2025. À l'inverse, le déficit bilatéral avec la Chine s'est fortement creusé sur la même période, passant d'environ 30 milliards d'euros à près de 50 milliards d'euros.

Cette évolution traduit un déplacement progressif du déséquilibre commercial français : la dépendance vis-à-vis des importations en provenance de Chine s'accroît, tandis que les échanges avec les partenaires européens apparaissent relativement mieux équilibrés. Elle témoigne également de la montée en puissance de la concurrence chinoise dans un nombre croissant de segments industriels, y compris sur des produits à plus forte valeur ajoutée.



6. Ouvertures et fermetures d'usines

La dynamique des implantations s'est retournée. Le solde net d'ouvertures de sites mesuré par le Baromètre industriel de l'État de la DGE (Direction générale des entreprises) passe d'environ +89 en 2024 à environ +19 en 2025 ; le cabinet Trendeo, qui pondère par la taille des sites, enregistre un solde de -63 en 2025, le plus bas depuis 2013.

Ce retournement est réel, mais son interprétation appelle de la nuance. Les années 2021 et 2022 ont bénéficié d'un effet de rattrapage lié aux projets retardés pendant la crise sanitaire de 2020, ce qui a artificiellement gonflé le nombre d'ouvertures ; symétriquement, les fermetures avaient été contenues par les dispositifs exceptionnels de soutien public. Une partie du contraste observé relève donc d'effets temporaires qu'il convient de ne pas surestimer. La « reconquête » de 2021-2022 a surtout amplifié la dynamique des secteurs déjà en croissance, sans inverser le recul des autres.